

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 07/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DOUBS RECYCLAGE**

CHEMIN DES CARRIERES  
25300 Pontarlier

Références : UID257090/SPR/AP/2026-0504A  
Code AIOT : 0005900241

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement DOUBS RECYCLAGE implanté Route de Geneuille BP 7 25870 Devecey. L'inspection a été annoncée le 20/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'un signalement de pollution transmis par la mairie de Devecey. Celle-ci faisait état d'une odeur marquée d'hydrocarbures émanant des eaux stagnantes du fossé dans lequel se déversent les effluents de la société Doubs Recyclage. L'objectif de cette inspection était de déterminer si cette pollution pouvait provenir de l'établissement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DOUBS RECYCLAGE

- Route de Geneuille BP 7 25870 Devecey
- Code AIOT : 0005900241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Doubs Recyclage est une installation implantée à Devecey, spécialisée dans les activités de tri, regroupement et valorisation de déchets, principalement issus des filières du BTP, des activités industrielles et des collectivités. L'établissement assure la réception, le tri, le conditionnement et l'expédition des déchets vers des filières de valorisation ou d'élimination adaptées. L'exploitation relève de plusieurs rubriques ICPE, notamment celles relatives au stockage temporaire, au tri et au traitement de déchets non dangereux.

Depuis 2011, Doubs Recyclage est rattaché à la société E3R, société holding qui détient et gère des participations dans plusieurs entreprises du secteur du recyclage et de la valorisation des déchets en Bourgogne Franche-Comté et certains départements limitrophes.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Pic de pollution

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au regard des éléments constatés sur site lors de l'inspection, du curage du fossé effectué préalablement à l'inspection, de l'absence d'analyse des eaux souillées évacuées lors de ce curage et de la présence d'une canalisation non colmatée traversant le site et se déversant au même exutoire que les effluents de l'entreprise, l'inspection des installations classées n'a pas été en mesure d'identifier l'origine précise de la pollution signalée.

En l'absence de dysfonctionnement apparent des installations de traitement des effluents, et afin de s'assurer de la maîtrise des rejets aqueux du site, il a été demandé à l'exploitant de mettre en place une campagne de contrôle renforcé pendant trois mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article Art. 4.2.3	Sans objet
2	Traitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article Art. 4.3.3	Sans objet
3	Aménagement des points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article Art. 4.3.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Les installations de traitement des effluents (séparateur d'hydrocarbures et bassin de décantation) sont correctement entretenues, surveillées et exploitées.
- Les opérations d'entretien et de curage réalisées entre 2025 et 2026 sont conformes,

tracées et accompagnées de bordereaux réglementaires.

- Le séparateur d'hydrocarbures a été remplacé en décembre 2025 par un modèle équipé d'une alarme optique et acoustique.

Lors de la visite d'inspection, les installations apparaissent conformes et aucun dysfonctionnement n'a été observé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Entretien et surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article Art. 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte de effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être durables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles préventifs appropriés de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'examen des réseaux de collecte des effluents n'a pas mis en évidence d'anomalies. Ceux-ci ne présentent pas de défauts d'étanchéité apparents et ne semblent pas être altérés par les actions physiques ou chimiques des effluents qu'ils reçoivent. L'exploitant a indiqué avoir fait réaliser, le 24 février 2026, une vérification de l'étanchéité du réseau par passage caméra. Selon ses déclarations, aucune fuite n'a été détectée lors de ce contrôle. Le lendemain de l'inspection, l'exploitant a transmis des photographies issues de ce passage caméra. Le plan des réseaux présenté lors de la visite, cohérent avec les éléments observés sur site, fait apparaître une canalisation traversant l'établissement, provenant du terrain SNCF et rejoignant le fossé de rejet des effluents après traitement. Cette canalisation ne présente pas d'indices visibles de colmatage. Toutefois, l'inspection n'a pas été en mesure d'en déterminer précisément l'origine ou la fonction.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection, dans un délai de 3 mois, le rapport du passage caméra effectué le 24 février 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Traitement des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article Art. 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des ouvrages
<b>Prescription contrôlée :</b>

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...).

Le décanteur-déshuileur est équipé de deux sondes électroniques à boues et a hydrocarbures et est nettoyé et vidangé semestriellement.

#### **Constats :**

L'exploitant assure une surveillance, une exploitation et un entretien réguliers de ses installations de traitement des effluents.

- Le séparateur d'hydrocarbures a fait l'objet d'un entretien le 16 juin 2025 par la société Franche-Comté Assainissement (FCA). Trois tonnes de déchets dangereux ont été évacuées vers Eliminat Déchets Industriels Bourgogne (EDIB), conformément au bordereau BSD-20250612-GRXWE07CY.
- En décembre 2025, le séparateur d'hydrocarbures a été remplacé par un modèle neuf (de classe I, rejet < 5 mg/l) équipé d'un débourbeur, d'un filtre coalesceur et d'un by-pass. Il dispose d'un volume utile de 600 litres pour le débourbeur et 900 litres pour le séparateur. Il a été doté d'une alarme optique et acoustique destinée à prévenir la saturation du dispositif.
- Le 9 février 2026, le bassin de décantation a été curé. Huit tonnes de déchets dangereux ont été éliminées via les mêmes prestataires (BSD-20260205-XVYC73H0B).

Cependant, l'exploitant indique qu'au début du mois d'avril 2026, la mairie de Devecey lui a signalé la présence d'une pollution dans le fossé recevant ses effluents. À la suite d'un échange le 14 avril 2026 entre M. Guillaume Secula, directeur général de E3R, et le maire de la commune, un curage du fossé a été réalisé le 16 avril 2026 par la société Valvert Régionale d'Assainissement. Ce curage a conduit à l'évacuation de 4 tonnes de boues souillées (BSD-20260415-7PNYEC9C6) et de 7 tonnes d'eaux souillées (BSD-20260415-22AB8DTF1). L'origine de la pollution demeure à ce jour indéterminée.

Lors de la visite d'inspection, le fossé apparaît récemment raclé et les installations de traitement sont conformes aux prescriptions applicables. Aucun dysfonctionnement visible n'a été relevé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de vérifier l'absence de dysfonctionnement et de s'assurer de la maîtrise des rejets aqueux, il est demandé à l'exploitant de mettre en place une campagne de contrôle renforcé des effluents.

- Réaliser un prélèvement et une analyse des rejets aqueux chaque mois pendant trois mois, le dernier prélèvement devant intervenir en juillet 2026.
- Effectuer ces prélèvements à la fois :
  - au point de mesure habituel défini par l'arrêté préfectoral,
  - dans le fossé recevant les effluents du site.
- Transmettre uniquement les analyses du point de rejet réglementaire via la plateforme GIDAF.
- Communiquer l'ensemble des résultats (point règlementaire + fossé) chaque mois à l'inspection des installations classées.

À l'issue de cette période, et en l'absence de non-conformités majeures, l'exploitant pourra revenir à une fréquence trimestrielle de contrôle de ses rejets, tel que est défini dans son programme d'auto-surveillance des eaux résiduaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Aménagement des points de prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article Art. 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de prélèvements

**Prescription contrôlée :**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

**Constats :**

Les ouvrages de rejet d'effluents liquides disposent d'un point de prélèvement et de mesure accessible et conforme aux prescriptions. Aucune non-conformité n'a été relevée sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite